

## **Communiqué de presse - Conseil de gouvernement, jeudi 11 avril 2013**

Le Conseil de gouvernement a tenu, jeudi 30 Joumada II 1434 (11 avril 2013), sa réunion hebdomadaire sous la présidence du Chef du gouvernement, consacrée à l'examen et à l'adoption d'une série de textes réglementaires, à l'approbation d'une proposition de nomination à une fonction supérieure ainsi qu'à l'examen d'un ensemble de sujets d'actualité.

Au début de ses travaux, le Conseil de gouvernement a examiné et adopté le projet de décret n. 2-12-398, présenté par le Ministre de l'Éducation nationale, définissant les critères et modalités d'octroi de bourses de mérite aux étudiants admis aux instituts et écoles d'enseignement supérieur à l'étranger. Ce projet définit les modalités d'obtention de bourses de mérite et leur montant, les taxes requises pour l'inscription, et énumère les documents à fournir pour en bénéficier. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en place d'un cadre juridique clair et transparent permettant l'octroi de bourses de mérite aux étudiants marocains qui ont réussi leur première et deuxième année aux classes préparatoires aux écoles et instituts supérieurs, et qui rejoignent directement les écoles supérieures à l'étranger.

Ce texte prévoit, en outre, la mise en place d'une commission interministérielle centrale constituée d'un ensemble de départements ministériels, dont la mission essentielle est de traiter les demandes de bourse de mérite selon des critères bien définis, garantissant l'égalité des chances entre l'ensemble des postulants.

Le Conseil de gouvernement a également examiné et adopté le projet de décret n. 2-12-638 relatif au conseil disciplinaire chargé des étudiants inspecteurs, des étudiants conseillers et des enseignants stagiaires, présenté par le Ministre de l'Éducation nationale. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 35 de la Loi n. 01-00, portant organisation de l'enseignement supérieur qui stipule que le Conseil de l'Établissement exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des étudiants dans les conditions déterminées par l'autorité gouvernementale de tutelle ou dont relève l'établissement.

Le texte définit principalement les modalités de fonctionnement dudit conseil en tant que conseil disciplinaire et les garanties juridiques pour les stagiaires de ces établissements qui seraient présentés au conseil disciplinaire et fixe les sanctions disciplinaires qui pourraient être prises par lesdits Conseils, en plus du renvoi vers une décision de l'autorité gouvernementale chargée de l'Éducation nationale pour complément ou modification de la liste des sanctions proposées.

Par la suite, le Conseil de gouvernement a adopté le projet de décret n. 2-13-22, présenté par la Ministre de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social, fixant les prérogatives et l'organisation du Ministère de la Solidarité, de la Femme, de la Famille et du Développement social. Ce projet définissant le nouvel organigramme de ce département est destiné à lui permettre de mettre en œuvre sa stratégie fondée notamment sur le renforcement et l'appui institutionnel du pôle social, de l'encadrement, du suivi et de la structuration de l'action sociale, ainsi que sur la promotion de l'action solidaire, de la parité homme-femme, de l'égalité et de la justice sociale. Ce projet a été inspiré en partie des décrets relatifs aux prérogatives et à l'organisation de l'ancien Ministère du Développement social, de la Famille et de la Solidarité et de l'ancien Secrétariat d'État chargé de la Famille, de l'Enfance et des Personnes en situation de handicap. Ce nouvel organigramme prévoit ainsi la mise en place de la Direction de la solidarité et du développement social, la Direction de la promotion des droits des personnes en situation de handicap, la Direction de la protection de la famille, de l'enfance et des personnes âgées, la Direction de la femme outre la Direction des ressources humaines, du budget et des affaires générales.

En outre, le Conseil de gouvernement a adopté le projet de décret 2-12-513, présenté par le Ministre de la Culture, relatif au soutien aux projets culturels et artistiques. Ce projet vise à fusionner en un seul texte tous les textes législatifs en vigueur relatifs au soutien octroyé par le Ministère au livre, aux œuvres théâtrales et à la chanson marocaine et qui inclura, également, le soutien aux arts plastiques, aux arts populaires, aux manifestations artistiques et festivals, ainsi que l'appui aux associations opérant dans le domaine des arts et de la culture.

Ce projet fixe les domaines culturels et artistiques qui pourraient bénéficier du soutien et stipule que les montants des soutiens, les conditions et les critères d'obtention, les modalités de versement et la fixation des objectifs du soutien feront l'objet d'arrêtés conjoints des Ministres en charge de la Culture et des Finances.

Le projet porte également sur la mobilisation des montants du soutien du Fonds national de l'action culturelle et du budget du Ministère de la Culture, et prévoit aussi que l'autorité gouvernementale chargée de la Culture se charge de la nomination de commissions spécialisées dans chacun des domaines mentionnés ci-dessus et qui œuvreront de manière indépendante et selon un agenda annuel élaboré par le ministère de la Culture. Le projet évoque, en outre, des indemnités forfaitaires au profit des membres de ces commissions.

Selon le même texte, les projets et les organismes qui bénéficient du soutien feront l'objet de suivi et de contrôle de la part des commissions de soutien, ainsi que des services compétents du Ministère de la Culture et, le cas échéant, de l'Inspection Générale des Finances.

Vers la fin de ses travaux, le Conseil a procédé à l'adoption d'une proposition de nomination à une haute fonction, conformément à l'article 92 de la Constitution. Il s'agit de la nomination de M. Hamid Zakaria au poste d'Inspecteur Général au Ministère de la Culture.